



# ANNUAL MEETINGS

2017 | WASHINGTON DC  
WORLD BANK GROUP  
INTERNATIONAL MONETARY FUND

---

13 octobre 2017

Discours d'ouverture du Président des Conseils des gouverneurs,  
Monsieur **IMAD NAJIB FAKHOURY**,  
Gouverneur du FMI et du Groupe de la Banque mondiale pour la **JORDANIE**  
lors de la séance plénière annuelle

**Assemblées annuelles 2017**  
**Allocution du Président des Conseils des Gouverneurs**  
**M. Imad Najib Fakhoury**  
**Gouverneur pour la Jordanie**

Mme Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international,  
M. Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Bienvenue aux Assemblées annuelles 2017 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, ainsi qu'à la 71<sup>e</sup> séance plénière des Conseils des Gouverneurs. Je vous invite à vous joindre à moi pour remercier Madame Lagarde et Monsieur Kim pour leur engagement et leur leadership hors du commun, ainsi que pour leur détermination à promouvoir un multilatéralisme efficace à l'heure où le monde en a le plus besoin.

L'économie mondiale continue de se rétablir : la croissance se confirme tant dans les pays avancés que dans les économies en développement. Nous avons observé une hausse de l'investissement, des échanges commerciaux et de la production. Cette reprise bienvenue est l'occasion de relever des défis majeurs. Un bon dosage des politiques budgétaires, monétaires et structurelles permettra d'améliorer les perspectives de croissance inclusive et de créer des emplois.

Néanmoins, alors que la croissance se poursuit à l'échelle planétaire, nous sommes confrontés à des problèmes de plus en plus graves : catastrophes naturelles ou liées aux activités humaines, tensions géopolitiques, déplacements forcés de populations, divisions politiques profondes dans plusieurs pays, risque de durcissement rapide et de grande ampleur des conditions financières au niveau mondial. Notre réunion d'aujourd'hui doit rappeler à chacun d'entre nous que nous ne pourrions répondre aux besoins énormes des nombreuses populations migrantes et réfugiées, nous préparer à la menace omniprésente que représentent les catastrophes naturelles et atteindre les ambitieux objectifs du Programme de développement à l'horizon 2030 qu'à condition de travailler tous sans relâche et, surtout, ensemble.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs,

Je viens d'une région qui est aux prises avec des conflits et des fragilités sans précédent, une région qui paie un lourd tribut sur le plan humain, économique et social touchant la vie de millions de personnes.

Ces défis ne pourront être relevés sans l'intervention efficace des organisations multilatérales telles que la Banque mondiale et le FMI, dans le cadre d'un partenariat inédit avec les Nations Unies, pour gérer l'impact des conflits, pour appuyer les efforts de stabilisation et de consolidation de la paix, ainsi que pour financer la mise en œuvre d'un programme de relèvement et de reconstruction lorsque les conflits auront pris fin. Surtout, il faut que le Groupe de la Banque mondiale et le FMI aident à remédier aux causes des conflits et des fragilités, afin d'éviter à l'avenir la résurgence de ces affrontements.

À mesure que la situation s'améliorera dans les pays de cette région, les banques multilatérales de développement — notamment le Groupe de la Banque mondiale — joueront un rôle essentiel en apportant un soutien considérable, à la fois du point de vue financier et en matière de savoir, en évaluant les dommages imputables aux conflits et les besoins de reconstruction et, en amont, en concevant des stratégies de redressement et de reconstruction.

La Jordanie a défini un modèle et a pu observer directement les capacités d'action de ces deux institutions lorsqu'elle a été confrontée à de multiples chocs exogènes, notamment à l'un des plus importants afflux de réfugiés et à l'une des plus graves crises humanitaires de notre époque. Aujourd'hui, la Jordanie accueille 2,9 millions de réfugiés enregistrés par les Nations Unies, soit 13 % du total des réfugiés sur l'ensemble du globe. Elle est donc le premier pays d'accueil dans le monde, tant en termes absolus qu'en pourcentage de sa population.

Avec le Groupe de la Banque mondiale, le FMI et, par son multilatéralisme, la communauté internationale, nous avons repensé le défi moral que constitue l'accueil de réfugiés en en faisant un bien public mondial, qui appelle un partage équitable de la charge. Nous avons également posé pour principe que l'aide soit proportionnée à la capacité d'accueil du pays. Et nous avons déployé une approche innovante, fondée sur la résilience, qui associe aide humanitaire et aide au développement dans le cadre du Plan d'intervention de la Jordanie. En outre, grâce à notre Pacte de partenariat avec la communauté internationale, nous avons transformé le défi de l'accueil de réfugiés en une possibilité de changement de paradigme au profit d'un développement économique généralisé. Par ailleurs, nous avons poursuivi nos réformes nationales axées sur le développement, en adoptant une feuille de route pour la réalisation des objectifs de développement durable et l'approche en cascade du financement du développement.

Le Groupe de la Banque mondiale et le FMI ont soutenu le modèle unique mis en place par la Jordanie pour faire face à ces chocs exogènes, en apportant un concours financier immédiat et substantiel, ainsi qu'en intensifiant leur assistance technique.

De plus, la Jordanie et le Groupe de la Banque mondiale ont créé le Mécanisme mondial de financement concessionnel afin de mobiliser l'aide internationale à des conditions de faveur, de remédier aux conséquences économiques et sociales de l'afflux de réfugiés et d'aider la Jordanie, et d'autres pays d'accueil, à répondre à d'énormes besoins sur le plan humanitaire et au sein de leur propre population.

Le concept même de multilatéralisme est trop souvent remis en cause et trop de pays sont tentés de réagir en se repliant sur eux-mêmes, voire en se retirant du système mondial.

Or, c'est ce système mondial qui, au cours des cinquante dernières années, a permis un accroissement considérable de la prospérité et un recul de la pauvreté dans les pays en développement. Il ne sera possible de relever nombre de ces défis qu'en œuvrant ensemble. La portée et l'ingéniosité des solutions requises imposent de s'affranchir des frontières, d'une institution à l'autre, et de faire en sorte que le secteur public collabore pleinement avec le secteur privé et la société civile.

Nous avons adopté le Programme de développement 2030 et noué des partenariats à un haut niveau. Nous recentrons maintenant notre action sur l'égalité entre les sexes et sur les jeunes, à savoir sur les deux piliers transversaux les plus à même d'entraîner des transformations. C'est à ces conditions que nous pourrions maximiser les bienfaits de la mondialisation et de la technologie, en atténuer les effets délétères et améliorer le fonctionnement du système international tout en l'amenant à s'adapter à une économie mondiale de plus en plus interconnectée, sans laisser personne au bord du chemin. Le Groupe de la Banque mondiale et le FMI montrent ici la voie, et ont déjà maintes fois prouvé que le multilatéralisme fonctionne. En voici quelques exemples récents :

- La 18<sup>e</sup> reconstitution des ressources de l'IDA a innové en créant de nouveaux guichets destinés aux réfugiés et au secteur privé.
- L'approche innovante de la Banque mondiale en matière d'assurance contre les catastrophes naturelles a fait la preuve de son efficacité cet été sous la forme de décaissements rapides au profit de plusieurs pays touchés par des ouragans.
- De nouvelles ressources sous forme de prêts d'un montant de 9,4 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS) ont été mobilisées grâce aux efforts déployés par le FMI pour lever 11 milliards de DTS au titre de ses prêts concessionnels destinés aux pays à faible revenu, notamment à ceux qui sont

au centre de la crise actuelle des réfugiés. Le FMI a également renforcé son aide aux pays victimes de catastrophes naturelles dévastatrices.

- Le FMI continue de travailler avec ses partenaires, dont la Banque mondiale, pour répondre aux enjeux définis dans le Programme de développement 2030, tout particulièrement en appuyant les efforts des pays visant à mobiliser des recettes fiscales et en menant diverses activités de renforcement des capacités. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba pour le financement du développement.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, en définissant le rôle que la Banque sera appelée à jouer au cours des prochaines décennies — un rôle décrit dans la stratégie « Vision d'avenir » —, nous avons demandé à l'institution de relever plusieurs nouveaux défis ambitieux. Nous lui avons demandé de rester un acteur pertinent pour tous les pays clients, mais aussi d'accorder une attention particulière aux situations de fragilité et de conflit, aux effets du changement climatique, aux déplacements forcés et aux nouveaux problèmes de santé publique dans le monde.

Bien sûr, nous comptons bien que la Banque mondiale et le FMI continueront d'apporter à leurs clients l'appui financier et les conseils dont ils ont besoin pour promouvoir une croissance inclusive, créatrice d'emplois, équitable, durable et soutenant un système multilatéral ouvert et qui s'attache à répondre aux besoins de tous, en particulier des plus pauvres et des plus fragiles.

Dans tous ces domaines, toutefois, la Banque mondiale et l'IFC ont atteint les limites de leurs capacités financières. Si la Banque ne peut pas étoffer ses ressources par le biais d'une augmentation de capital, elle sera contrainte de réduire fortement le volume annuel de ses prêts, alors même que certains d'entre nous en ont plus que jamais besoin, et l'IFC ne pourra pas créer de nouveaux marchés ni mobiliser les financements indispensables au développement.

C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, je demande que nous nous réengagions à renforcer ces institutions dont l'importance est inestimable. Nous devons nous engager à prendre une décision finale sur une augmentation du capital de la BIRD et de l'IFC lors des prochaines Réunions de printemps. Nous devons continuer d'améliorer la gouvernance, de rendre ces institutions encore plus efficaces et agiles et d'achever l'examen de la répartition du capital. Enfin, nous devons nous employer à achever la 15<sup>e</sup> Révision générale des quotes-parts du FMI, avec une nouvelle formule de calcul, en 2019, pour maintenir au cœur du système de protection financière mondial un FMI solide, reposant sur un système de quotes-parts et doté de ressources adéquates.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, l'évolution récente de l'économie mondiale montre que les conditions changent rapidement et que des risques nouveaux apparaissent sans cesse. J'ai la certitude que Madame Lagarde et Monsieur Kim continueront d'exercer le leadership mondial qui s'impose dans un contexte économique mondial en mutation perpétuelle et assureront la capacité de réaction et d'adaptation de leurs deux institutions. Nous devons impérativement améliorer nos performances, de façon à trouver un juste équilibre entre croissance économique pour tous, inclusion sociale et viabilité écologique. Nous devons nous concentrer sur la gestion à long terme, plutôt que sur la maximisation à court terme, et sur la mobilisation intersectorielle, plutôt que sur les intérêts de quelques-uns. C'est cette transition que nous devons absolument opérer au XXI<sup>e</sup> siècle.

Je vous remercie pour votre attention.